

« Face à Macron, pour une bonne droite »



Article rédigé par *Le Gallou*, le 01 novembre 2017

source[Boulevard Voltaire]« L'état de droit, c'est une blague: c'est le cache-sexe de la dictature des juges qui interprètent à leur manière des principes généraux. »

Le 18 novembre prochain aura lieu le 3e Forum de la dissidence de Polémia sur le thème : « Face à Macron, pour une bonne droite. » Pourquoi ce nouvel événement ?

Jean-Yves Le Gallou : Pour combattre le Grand Dérangement !

Qu'entendez-vous par là ?

JYLG : Les délires idéologiques qui nous sont imposés par les juges, les pédagomanes, les lobbies féministes et antiracistes, les médias et bien sûr les politiques, de toutes tendances, à la remorque de tout ce petit monde.

À quoi pensez-vous en particulier ?

JYLG : À la théorie du genre ou à « l'écriture inclusive ». Aux revendications communautaires poussant à débaptiser les noms de rue ou d'établissements publics. Aux fumisteries – plus ou moins pornographiques – de l'art dit « contemporain » (pour mémoire, né en 1917 !) qu'on impose dans les hauts lieux de notre mémoire. Ce sont aussi les enfants sans père avec l'extension de la PMA aux couples de « lesbiennes » et bientôt la GPA pour tous, bref la marchandisation de la vie. C'est aussi la répartition des étrangers clandestins sur tout le territoire. Et les vrais-faux mineurs isolés étrangers (MIE) à 50 000 € de coût annuel pour le contribuable. Sans parler des folies judiciaires, bien sûr !

Remettez-vous en cause l'État de droit ?

JYLG : L'État de droit, c'est une blague: c'est le cache-sexe de la dictature des juges qui interprètent à leur manière des principes généraux. Pour le Conseil d'État, une crèche dans une mairie ou une croix sur une statue de Jean-Paul II, c'est contraire au principe de laïcité. En revanche, pas de problème pour le halal dans les cantines scolaires et les abattages sauvages de l'Aïd el-Kebir. Quant au port du burkini sur les plages, c'est une liberté publique à laquelle les maires ne doivent pas porter atteinte ! Ces gens-là sont délirants. En revanche, pas de liberté d'expression pour Zemmour, Cassen, Ménard ou Camus.

Pourtant, les cibles du Forum de la dissidence, ce ne sont pas les juges, ce sont les politiques.

JYLG : Oui, parce que les politiques de droite ou réputés tels sont aux abonnés absents. Ils n'osent pas livrer de combats idéologiques par peur de prendre des coups. Ils sont soumis à ce que Marcel Gauchet appelle le Parti des médias.

Qu'est ce que le Parti des médias ?

JYLG : Au-delà des apparences et des simulacres, c'est le parti au pouvoir depuis quarante ans. Parmi les 40.000 journalistes, 35.000 communient dans la même foi politiquement correcte. Ce sont les relais des lobbies homosexuels, antiracistes, immigrationnistes, pédagogistes et culturels.

Comment agissent-ils ?

JYLG : En sélectionnant les hommes politiques et en promouvant ceux qui « pensent bien ». À eux les plateaux de télévision et de radio et les articles laudateurs... Mais le Parti des médias agit aussi en « diabolisant » ceux qui s'écartent de la doxa. Cela fonctionne entre partis mais surtout à l'intérieur des partis. Cela crée une concurrence déloyale entre hommes politiques : les élus les plus proches des électeurs sont aussi ceux qui sont les plus dénigrés dans les médias.

Quels seront les messages du troisième Forum de la dissidence ?

JYLG : Montrer que l'anthropologie et les idées de droite sont majoritaires dans l'opinion. Appeler à se libérer du qu'en-dira-t-on médiatique.

De quelle manière ?

JYLG : La meilleure manière de combattre la diabolisation, c'est tout simplement de l'ignorer ! Vous connaissez la formule : « La bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe. » Il faut s'y conformer, non ramper devant les crapauds ! C'est la première étape pour préparer la révolution dont la France a besoin.

La révolution, vous y allez fort !

JYLG : Oui. Une révolution, c'est un changement de régime politique. Aujourd'hui, nous vivons sous la dictature du Parti des médias. Il faut préparer son renversement, c'est la condition du succès. Les exemples hongrois, polonais, tchèques et russes le montrent.

Pour participer au Forum de la dissidence, cliquez [ici](#).